

Pim Fortuyn,

L'éphémère *zonderling* populiste

Christian-Pierre Ghillebaert *

Résumé : La surprenante victoire posthume de Pim Fortuyn aux élections législatives de mai 2002 a constitué un événement majeur de la vie politique néerlandaise. Le style désinvolte et provocateur de ce nouveau venu inclassable lui a valu de passer pour un éphémère *zonderling* populiste. Familier du monde politique bien avant son irruption sur la scène électorale, Pim Fortuyn s'était peu à peu créé un personnage original alors qu'il chroniquait régulièrement et sarcastiquement la politique en sa qualité d'expert engagé fantasque. Ses thèmes de prédilection étaient le supposé danger de l'islam inévitablement archaïque pour la modernité néerlandaise, la soi-disant incompétence scandaleuse d'élites compassées et dépassées, la péremption du système des piliers dans une société dépoliarisée. S'opposant aux médiations perçues comme des entraves à l'initiative et à la responsabilité individuelles, Pim Fortuyn souhaitait l'avènement d'une société contractuelle modernisée libérale avec pour base un système des normes, valeurs et références communes renégociables assurant un savoir-vivre-ensemble minimal. Son action et sa pensée politiques procédaient d'une critique radicale du *poldermodel*.

En rupture avec leur consensualité coutumière, les Pays-Bas ont récemment connu des événements électoraux sans précédent qui ont bouleversé, au moins temporairement, une vie politique jusqu'ici plutôt paisible. Marquant incontestablement les élections législatives néerlandaises de 2002, Pim Fortuyn a en effet provoqué ce que de nombreux commentateurs ont qualifié de « tremblement de terre électoral »¹. A l'issue d'une campagne menée hors des sentiers battus de la politique classique et malgré une fin tragique précoce, le fondateur et leader de la liste du même nom a remporté une victoire posthume inédite pour un parti nouvellement créé, avec l'obtention de 26 sièges à la Deuxième Chambre du Parlement néerlandais le 15 mai 2002 et la nomination de quatre ministres et de cinq secrétaires d'Etat dans le gouvernement de coalition. Survenant dans un contexte d'indifférence politique croissante et de désagrégation des liens de solidarité sociale, cette réussite circonstancielle semble toutefois être davantage le fait d'un homme particulier que celui d'un parti efficace électoralement. La nouvelle consultation législative du 22 janvier 2003, qu'avait rendue nécessaire l'instabilité gouvernementale consécutive à la présence des membres LPF, a d'ailleurs réduit le nombre de sièges à huit.

A de nombreux égards, Pim Fortuyn passe pour celui qui a défié le système des élites politiques traditionnelles d'un pays démocratique stable² selon une démarche très tôt qualifiée de

* Christian-Pierre Ghillebaert, doctorant en science politique au CEPEN, Lille.

¹ J. Chorus & M. De Galan, *In de baan van Fortuyn. Reconstructie van een politieke aardschok*, Amsterdam, Mets & Schilt, 2002 ; L. Nicolassen, *Van onze verslaggeefster. Dagboek van een politieke aardverschuiving*, Amsterdam / Antwerpen, Contact, 2002.

² R. B. Andeweg & G. A. Irwin, *Governance and Politics of the Netherlands*, Houndsmills, Palgrave / Mc Millan, 2002 ; C. P. Middendorp, *Ideology in Dutch Politics*, Assen, Van Gorcum, 1991.

populiste. On l'a ainsi rangé d'emblée parmi les *challengers*³ qui, par leur présence politique et leur audience électorale croissantes ces dernières années, bousculent toujours plus les démocraties européennes. Or comme le populisme est un terme galvaudé par son fréquent suremploi et un concept ambigu à la définition malaisée, la désignation de populiste est désormais souvent l'aveu coupable d'une incapacité à enfermer dans des catégories classiques des personnes ou des formations jugées hors normes.

Certes, Pim Fortuyn semble bien avoir échappé à la taxonomie classique des hommes politiques puisqu'il ne renvoie à aucun des principaux idéaux-types traditionnels. Epousant des lignes néo-libérales et perçu comme homme de droite par l'électorat⁴, se démarquant des conservateurs, « libéral-patriote »⁵, il a souscrit à un nationalisme non pas ethnique mais civique⁶ sans pour autant inscrire son mouvement dans l'extrême-droite à proprement parler⁷. Mais c'est surtout son *eigenaardigheid*, ce qu'il avait en propre en tant qu'individu, qui l'a singularisé et exclu des catégories communes d'hommes politiques. Il peut pour ainsi dire faire figure de particularité et d'exception à lui seul. Il se voulait un homme neuf sortant des décombres d'une société ruinées par les précédentes coalitions gouvernementales⁸.

L'objet du présent article est de déterminer dans quelle mesure il est possible de *qualifier* et de *désigner* Pim Fortuyn en tant qu'acteur politique distinct et ennemi des classifications opératoires à la carrière apparemment courte. Nous tenterons de vérifier la pertinence du label de populiste apposé hâtivement au nom de Pim Fortuyn en dégageant de son portrait quelques traits saillants et en extrayant de son importante œuvre de publiciste les éléments confirmant ou infirmant cette proposition. Nous nous efforcerons surtout de montrer pourquoi, s'il faut considérer l'homme politique Fortuyn, il peut sembler plus juste de préférer à la figure de l'*outsider* celle du *zonderling*. L'*outsider*⁹ est en effet un inconnu de la politique au style entrepreneurial un peu handicapé par son inexpérience mais jouissant des avantages liés au charisme d'une forte personnalité. Comme il sera démontré, cela n'est pas exactement le cas de Pim Fortuyn. En

³ Y. Mény & Y Surel (dir.), *Democracy and the populist challenge*, New York, Palgrave, 2001. Pour une analyse détaillée de ces tendances, voir P. Mair, « In the Aggregate : Mass electoral behaviour in Western Europe 1950-2000 », in H. Keman. (dir.), *Comparative Democratic Politics*, London, Sage, 2002, pp. 122-140.

⁴ J. J. M. Van Holsteyn, G. A. Irwin, J. M. den Ridder, « In the Eye of the Beholder : The Perception of the List Pim Fortuyn and the Parliamentary Elections of May 2002 », in *Acta Politica*, n°38, 2003, pp. 69-87.

⁵ P. Lucardie & G. Voerman, « Liberaal patriot of nationaal populist ? Het gedachtegoed van Pim Fortuyn », in *Socialisme & Democratie*, année 59, n° 4, 2002, pp. 32-42.

⁶ P. Pennings & H. Keman, « The Dutch Parliamentary Elections in 2002 and 2003 : The Rise and Decline of the Fortuyn Movement », in *Acta Politica*, n°38, 2003, p. 62.

⁷ *Ibid.*, p. 62 et sqq. ; J. Van Donselaar & P. Rodrigues, *Monitor racisme en extreem-rechts. Vijfde reportage*, Amsterdam / Leiden, Anne Franckstichting / Universiteit Leiden, 2002 ; C. Mudde, « The pink populist. Pim Fortuyn for beginners », in *E-Extreme*, n°2, été 2002.

⁸ P. Fortuyn, *De puinhopen van acht jaar Paars*, Uithoorn, Karakter, 2002. Noté ci-après *P8jP*.

⁹ R. S. Katz & P. Mair, « Changing models of party organisation and party democracy », in *Party Politics*, n°1, 1995, pp. 5-28.

revanche, le *zonderling* se définit comme une personne se singularisant par ses particularités idiosyncrasiques, son étrangeté, son excentricité, son caractère extraordinaire ou peu commun¹⁰, reconnu tel à la fois par ses adversaires et par ses alliés.

Un personnage antipolitique d'expert engagé et fantasque.

Tout d'abord, il convient de rejeter l'idée communément admise de l'extranéité de P. Fortuyn dans le monde politique. S'il peut faire presque figure de *deus ex machina* de la vie politique néerlandaise, Pim Fortuyn était certes un outsider de la compétition électorale mais n'était nullement étranger au champ politique. En tant que candidat, il ne peut pas proprement être qualifié de pur produit du système politique ; cependant sa candidature doit se comprendre par ses liens anciens et solides à la chose publique. Car l'éphémère compétiteur a toujours été lié, directement ou non, à la politique, à la gestion d'un soi personnel en communauté et d'un nous collectif à l'ère de l'individualisme, ne renonçant jamais à s'impliquer de l'une ou l'autre manière peu conventionnelle et excipant même de ses compétences techniques reconnues. Un paradoxe majeur concernant P. Fortuyn réside précisément dans la concomitance de la promotion de ses qualités académiques d'expert-intervenant et de l'exhibition d'un personnage antipolitique. Se rendre antipolitique revient en effet à faire de l'antijeu politique : on respecte les règles mais pas l'esprit du jeu. En devenant un *zonderling* de la politique, il pouvait s'opposer à ce qu'il présentait comme étant l'archétype même de l'homme politique néerlandais traditionnel : « *un homme propre, blanc, hétérosexuel, revêtu d'autorité patriarcale qui était légitimé par sa conviction religieuse aussi bien que par sa vision de la vie* » (P8jP, p. 137).

Le nouveau challenger des partis classiques a présenté à l'électorat néerlandais un personnage élaboré de longue date. Né en 1948 à Velsen en Hollande septentrionale dans une famille catholique aisée de six enfants, Wilhelmus Simon Petrus Fortuyn a développé une personnalité telle que, dans la poursuite d'une trajectoire plausible, il a dévié du convenu par l'adoption de comportements inappropriés à son habitus. Son apparence physique et plus généralement son « style » étaient soigneusement travaillés au point que sa campagne électorale a été soutenue par une abondante propagande photographique diffusant la « marque de fabrique Pim Fortuyn », celle de la fantaisie et du dandysme. Ancien militant de la libération sexuelle et homosexuel déclaré¹¹, cet esthète revendiquait une nouvelle forme d'authenticité par l'originalité

¹⁰ Van Dale Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, Utrecht-Amsterdam, Van Dale Lexicografie, 1999, p. 4101.

¹¹ W. Lunsing, « Islam versus Homosexuality ? : Some reflections on the assassination of Pim Fortuyn », in *Anthropology Today*, n°19, issue 2, avril 2003, p. 19.

qui lui assurerait la distinction. Narcisse sans complexe, cet heureux propriétaire de multiples autoportraits n'hésitait pas à se proclamer son propre modèle et à promettre de rester « *toujours Pim Fortuyn* »¹². De fait, c'est au moins autant, sinon plus, la forme du personnage que le fond du message qui lui permirent de devenir à la fin des années 1990 la coqueluche des talk-shows. Durant la campagne des élections législatives 2002, les médias l'ont d'ailleurs très fortement sollicité¹³ puisqu'ils lui ont accordé, avec 18 % du temps consacré aux élections, la troisième place derrière les partis anciennement implantés PvdA (28,5 %) et VVD (23,5 %)¹⁴.

L'apparition très remarquée de Pim Fortuyn sur le devant de la scène politique néerlandaise en fin 2001 ne doit pas laisser occulter un parcours militant et intellectuel politique de longue haleine entamé très tôt. L'observation de la société et donc de son organisation était déjà une forme d'engagement politique. L'invité vedette des émissions de télévision ou de radio était certes convoqué pour son personnage fantasque mais aussi officiellement pour son statut d'observateur reconnu par ses pairs de la communauté scientifique. Remplissant volontiers l'office de clown savant ou de savant burlesque, il a d'ailleurs toujours fait valoir son expérience et sa compétence de sociologue. En poste dans plusieurs universités du Royaume de 1970 à 1995 avec une seule interruption de deux ans, le Prof. Dr. Wilhelmus S. P. Fortuyn avait également fondé un cabinet de conseil renommé et était devenu depuis 1989 un intervenant couru de nombreux congrès et rencontres de diverses organisations et entreprises.

Durant toutes les années précédant son entrée tonitruante dans le monde de la compétition électorale, P. Fortuyn a mêlé son engagement politique à ses activités professionnelles en adepte de l'observation participante. Transformant une sympathie originelle pour le marxisme en une adhésion au travaillisme du PvdA au début des années 1970, il s'est suffisamment distingué pour participer à la commission de renouvellement du programme à l'origine du rapport *Schuivende Panelen* (1987) avant de se mettre hors-jeu avec la tête du parti. Une vive dispute avec W. Kok, successeur du leader travailliste Den Uyl, qui l'aurait traité d'« entrepreneur s'en mettant plein les poches », a été en effet l'événement à l'origine de son retrait définitif d'un parti considéré désormais comme conservateur et réticent à toute réforme. Alors acquis à un libéralisme radical, repoussant des avances du VVD et du CDA, P. Fortuyn avait finalement décidé de s'engager à la fin 2001 dans le parti Leefbaar Nederland (Pays-Bas Vivables), dont il fut élu tête de liste le 26 novembre. En raison de problèmes avec les chefs de ce dernier parti, problèmes causés par des propos outranciers tenus dans une interview accordée au *Volkskrant* (9 février 2002), P. Fortuyn créa deux jours plus tard sa propre liste, soutenu en cela par une large base du Leefbaar

¹² *Elsevier*, 31/08/2001.

¹³ L. Nicolassen, *op. cit.*

¹⁴ J. Kleinnijenhuis *et al.*, *De puinhopen in het nieuws*, Alphen aan de Rijn, Kluwer, 2003.

Nederland. Gagnant la deuxième ville du pays en remportant environ un tiers des voix, soit 17 sièges, pour sa liste à l'élection municipale de Rotterdam le 6 mars, il a poursuivi son ascension en lançant son mouvement à l'assaut du Parlement lors des élections législatives de mai de la même année. Selon les propres termes de son leader-fondateur, la Lijst Pim Fortuyn n'était pas censée être « *un anti-mouvement, mais un mouvement qui veut du changement et qui signale aussi comment ce changement doit être considéré et comment il peut être accompli* » (P8jP, p. 185). L'objectif politique avoué de P. Fortuyn n'était ni plus ni moins que sa nomination au poste de Premier ministre¹⁵, ambition que contraria à jamais Volkert van der Graaf, militant de la cause animale, en l'assassinant à Hilversum le 6 mai 2002. Une telle ambition est du reste latente dès la formation d'une logique ou d'une pensée politique propre, traduite dans ses engagements tardifs, dont les trois facettes, qualifiées ailleurs de « *panneaux coulissants* »¹⁶, sont le libéralisme (au tournant de 1990), le populisme (durant les années 1990) et le nationalisme (milieu des années 1990).

Cette pensée politique a été largement relayée par les médias dès les années 1990. Se servant des colonnes des périodiques, des émissions de télévision ou de radio, des maisons d'édition, il a fini par monter à la tribune pour gratifier les uns et les autres de commentaires acerbes en s'attribuant le rôle de critique paradoxalement anti-conformiste et académique de la vie politique et sociale néerlandaise. Il ne se contentait pas de communiquer une opinion ou un projet mais jouait de son personnage ambigu d'extravagant universitaire, affranchi des convenances, fantasque et plein de mordant. Ce faisant, le Prof. Dr. Wilhelmus. Simon Petrus Fortuyn a peu à peu cédé la place à Pim Fortuyn au diminutif censé marquer la proximité et l'intimité de l'homme politique à son peuple. Il s'était toujours regardé comme un éternel enseignant¹⁷ et avait toujours considéré tout événement, majeur ou mineur, comme une occasion pour lui d'instruire et de donner la leçon. Jouissant d'une autorité de pédagogue, il est en fait tombé dans le travers du maître-gourou charismatique décrit par Georges Gusdorf¹⁸ : l'enseignant d'amphithéâtre est devenu l'enseigneur des foules et leur porte-parole autoproclamé.

En radicalisant un discours de moins en moins respectueux des formes démocratiques classiques, de l'esprit du jeu politique, et en forçant davantage le trait populiste à propos des questions de société, P. Fortuyn a opéré le passage de la condition de critique à la tribune à celle

¹⁵ « Que je veuille devenir premier ministre, ce n'est pas une gentille plaisanterie. Je n'ai jamais plaisanté à ce sujet. Ce n'est pas une construction dans ma tête. Un homme a aussi une destinée. Et le destin de diriger le pays, je l'ai depuis mon enfance. Je sens que cela va arriver, mais ne me demandez pas comment. Je me lance pour le premier prix. Je siégerai seul dans un cabinet quand je serai devenu premier ministre. Je refuserai un portefeuille ministériel » (Propos cités dans *Elsevier*, 31/08/2001)

¹⁶ P. Lucardie & G. Voerman, *art. cit.*

¹⁷ C'est du reste ce qu'il disait mot pour mot (*Elsevier*, 31/08/2001).

¹⁸ G. Gusdorf, *Pourquoi des professeurs ?*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1963.

de tribun critique. Ses nombreuses publications¹⁹ témoignent fidèlement de son évolution vers un populisme libéral-médiatique, où l'utilisation intensive des médias pour l'autopromotion et la grande importance accordée au canal de diffusion favorisent autant l'émergence d'une « citoyenneté des émotions faciles »²⁰ que la dérive vers une télé-démocratie ou une média-démocratie avec son vedettariat politique²¹. Un maître-mot de l'attitude antipolitique du tribun critique P. Fortuyn, valable pour la majorité des leaders populistes, est la « spontanéité ». Cette supposée spontanéité, vertu cardinale, s'oppose à la police du langage imposée par le politiquement correct que réprouvait doctement P. Fortuyn : « *par pensée politiquement correcte j'entends : ce qui relève de la supposition des élites politiques et culturelles des pays européens selon laquelle elles et elles seules auraient le droit d'arrêter l'agenda politique, c'est-à-dire les sujets sensibles du débat politique et culturel, et qu'elles pourraient déterminer quels faits peuvent ou non jouer un rôle dans le débat à propos de sujets sur l'agenda politique. La pensée politiquement correcte est en d'autres termes une forme de dictature mentale qui se fait passer pour une pensée éclairée* » (3R, p. 161). Aussi la parole de Pim Fortuyn doit-elle se comprendre comme un geste prétendument libérateur des frustrations et mots couverts d'un peuple soi-disant ramené à la tribune à la faveur des excentricités d'un indomptable personnage parlant vrai.

La politique chronique de Pim Fortuyn.

Si le « ministère de la parole » est l'un des aspects les moins négligeables de la condition d'homme politique²², il ne paraît jamais aussi obsessionnellement pris au sérieux que par les leaders populistes. Selon la très pertinente définition de Guy Hermet, le populisme doit d'ailleurs s'appréhender comme « *un procédé d'exploitation du rêve d'abolition de la raison politique dans sa dimension chronologique* »²³. Le propre du populisme se résumerait effectivement à son rapport au temps par un usage particulier de la parole, unique médiation légitime. Parce que « *le populisme est un discours*

¹⁹ De la trentaine d'ouvrages recensés, nous avons en particulier retenu pour notre étude, en plus de celui déjà cité : *Droomkabinet : hoe Nederland geregeerd moet worden*, Amsterdam, Van Genneep, 2001 ; *De derde revolutie ! Hoe de informatietechnologie alles op zijn kop zet*, Utrecht, Bruna, 1999 (ci-après 3R) ; *Babyboomers : autobiographie van een generatie*, Utrecht, Bruna, 1998 ; *50 jaar Israël, hoe lang nog ? Tegen het tolereren van fundamentalisme*, Utrecht, Bruna, 1998 (ci-après 50jI) ; *Tegen de islamisering van onze cultuur*, Utrecht, Bruna, 1997 (ci-après TIC) ; *De verweesde samenleving : een religieus-sociologisch traktaat*, Utrecht, Bruna, 1995 ; *Beklemmend Nederland*, Utrecht, Bruna, 1995 (ci-après BN) ; *Uw baan staat op de tocht ! De overlegeconomie voorbij*, Utrecht, Bruna, 1995 (ci-après BT) ; *Aan het volk van Nederland : de contractmaatschappij, een politiek-economische zedenschets*, Amsterdam, Contact, 1992 (ci-après VN).

²⁰ G. Hermet, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001, p. 147.

²¹ E. Neveu, « Une crise de la parole politique à la télévision. Echos d'un débat anglophone », *Mots*, n°67, décembre 2001, pp. 8-27.

²² F. Bon, « Langage et politique », in M. Grawitz & J. Leca, *Traité de Science Politique*, Paris, PUF, 1985, t. III, p. 537 et sq. ; P. Mair (dir.), *Langage et politique*, Bruxelles, Bruylant, 1982.

²³ G. Hermet, *op. cit.*, p. 51.

avant d'être une action »²⁴, plutôt qu'un mouvement politique uniforme suivant des modèles rigides, le populisme serait principalement un mode d'expression dans le débat public auquel peuvent avoir recours aussi bien des formations de gauche que de droite. Une grande importance y est en effet donnée à la parole (fond et forme), comme l'atteste le soin apporté par les leaders politiques à la communication et à la réceptivité de leur message, souvent plus émotionnelle qu'intellectuelle. De plus, la parole populiste produit des signifiants primordiaux dont la logique est antipolitique dans la mesure où le discours populiste viole de fait, ou y tend, la règle majeure de la gestion du temps long en démocratie. La volonté populiste s'apprécierait ainsi ordinairement à l'action discursive qui lui est associée. Or, à en croire Pim Fortuyn, la parole est à la fois la première des droits des Néerlandais et le premier des devoirs des hommes politiques.

Sa focalisation sur la question du droit à la parole est très bien illustrée avec la transgression qu'a constituée son interview au *Volkskrant* en date du 9 février 2002, vrai faux-pas médiatique et franchissement du Rubicon du politiquement correct selon les dirigeants du *Leefbaar Nederland* (LN). Parlant ouvertement sur des sujets sensibles, la tête de liste de LN avait tenu des propos très durs, sinon injurieux, sur l'immigration et sur l'islam. Devançant les critiques outrées, Pim Fortuyn avait alors justifié une conception de la vie en société basée sur la supériorité de la parole et du parti-pris par rapport à l'impartialité. C'est pourquoi il était allé jusqu'à prétendre que l'article 7 de la Loi fondamentale, relatif à la liberté d'expression, prévalait contre l'article premier proscrivant la discrimination. Ce faisant, il signifiait l'idée largement répandue chez les populistes selon laquelle les citoyens se verraient privés de leur droit inaliénable de parole et contraints de se contenter de penser tout bas ce que, espèrent-ils, un homme politique tel que P. Fortuyn pourrait se permettre de dire tout haut.

D'une certaine manière, P. Fortuyn sacralisait doublement la parole en la considérant comme le bien précieux des citoyens et le signe distinctif du bon et vrai politique. Le recours à la parole, qu'elle soit oralement exprimée ou diffusée par écrit, était selon lui un devoir de l'homme politique : c'est à cela qu'on peut le reconnaître. Le bon leader s'évalue à l'aune de ses conférences et de ses publications car celles-ci permettent de juger la puissance performative de sa parole. Ainsi Pim Fortuyn avait-il entretenu une authentique admiration pour Den Uyl (PvdA) car il « *tenait de grandes conférences : le chef indiquait comment nous devons faire* »²⁵ ; à l'inverse, il reprochait précisément à son successeur W. Kok de ne pas écrire : « *un premier ministre qui n'a jamais écrit un seul essai ou un seul livre, ce n'est donc pas possible. Les présidents français écrivaient bien des livres* ». Lui-même a écrit un livre tenant proprement lieu de programme politique pour les

²⁴ A. Pessin, *Le mythe du peuple et la Société française du XX^{ème} siècle*, Paris, PUF, 1992.

²⁵ Cette citation ainsi que les deux autres suivantes sont issues d'*Elsevier*, 31/08/2001.

élections législatives. Reprenant des éléments déjà publiés ailleurs et parfois à peine modifiés, ce livre se présentait comme la ligne directrice du parti et le substitut universel de programme.

Pour sa part, P. Fortuyn avait effectivement fait contenir tout son programme politique dans ses nombreux ouvrages paraissant régulièrement ainsi que dans ses chroniques publiées dans divers périodiques bien en vue, dont le premier hebdomadaire du pays, *Elsevier*, où il était chroniqueur depuis 1992. Ou, plus justement, son programme devait se déduire de ses écrits : « *même en tant que chroniqueur j'avais un programme* ». Quel qu'en fût proprement le sujet, tout dans ses chroniques devenait bientôt prétexte au sarcasme et à la satire du monde politique. P. Fortuyn se faisait fort de chroniquer la vie politique, d'instaurer par ses publications un au-jour-le-jour de la politique réduisant symboliquement le temps politique. Par ses critiques ruminées périodiquement, il s'imposait une discipline de l'acrimonie journalistique propice à l'expression contestataire de plus ou moins bonne foi, au point de s'acculer à une ultérieure politique des (mauvaises) humeurs. En se maintenant dans une position de commentateur désabusé et renfrogné, il se plaçait dans une logique de politique d'opinions populaires rythmées par des hiatus intellectuels, des « *mais oui, l'époque moderne, hein !* » (*P8jP*, p. 51), des superficialités sincères et impuissantes.

Malgré une langue assez pauvre émaillée d'anglicismes branchés et un style rhétorique notoirement médiocre²⁶, P. Fortuyn maniait efficacement les mots-clés afin de faire mouche auprès de son auditoire et de son lectorat. Or, plus encore que les autres formations politiques, les mouvements populistes semblent avoir besoin de slogans et de phrases-chocs. Ces dernières s'inscrivent dans une logique d'immédiateté en ce qu'elles sont évocation, assimilation, évitement de la maturation, vecteur d'émotions. P. Fortuyn en avait trouvé lui aussi quelques-unes qui lui permettaient de stimuler une imagination hantée de craintes. En affirmant par exemple que « *les frontières d'Europe occidentale sont aussi perméables qu'un petit panier. Et comment voulons-nous renforcer aussi ces frontières, souvent formées par les mers ? Tous les systèmes électroniques du monde ne parviendront pas à empêcher quiconque veut entrer de réussir* » (*VN*, p. 53), il rendait implicite la désarmante impuissance des politiques à gérer l'immigration. En certifiant, plaintif, que « *quarante mille demandeurs d'asile par an, cela fait en quatre ans une ville de l'importance de Groningue. Les gens doivent bien une fois pour toutes se rendre compte de cela* »²⁷, P. Fortuyn donnait à croire que les décadents Pays-Bas pourrissaient de l'intérieur avec des villes-champignons symboliques (dé)composées d'étrangers. Parmi ses slogans les plus connus et retentissants, on peut citer ceux jouant sur le ras-le-bol de l'immigration tels

²⁶ Cf. les remarques de G. Van Loenen dans *Trouw* du 09/06/1995.

²⁷ Interview donnée au *Volkskrant* (09/02/2002).

que « *les Pays-Bas sont pleins* » (BN, p. 203) ou « *Fermez les frontières* » (TIC, p. 90) et celui vantant son évidente obligeance « *At your service* »²⁸.

Par conséquent, la vraie irruption de Pim Fortuyn dans la vie politique néerlandaise ne date certainement pas de sa nomination en tête de liste du parti Leefbaar Nederland et le véritable programme de la Lijst Pim Fortuyn ne paraît sûrement pas quelques mois avant les élections législatives de mai 2002. La « politique chronique » de Pim Fortuyn doit au contraire s'évaluer dès ses premières publications. En filigrane de ses écrits apparaît une pensée politique se formant, se confirmant et se radicalisant. Pour ce publiciste frondeur chevronné, le passage ultime de la chronique politique critique au programme électoral critique a finalement été une transformation d'« essai » réussie.

Les principales étapes de l'élaboration de sa pensée politique sont très nettement repérables à la lecture de ses innombrables écrits. Ses convictions libérales sont clairement exposées lorsqu'il y prédit et préconise l'avènement d'une société de contrat à l'origine de nouvelles mœurs politico-économiques conformes aux technologies d'information et de communication. Déplorant une « société égarée » (titre d'un livre paru en 1995), il répétait à l'envi un plaidoyer pour la promotion d'un système collectif de normes et de valeurs permettant à la fois le développement individuel et la survie d'une société vivable basée sur les trois seules sources de modernité existantes selon lui (judaïsme, christianisme et humanisme). Philosémitte sincère (*50ji*) et islamophobe inflexible (TIC), P. Fortuyn a constitué au fil de ses publications une « politique chronique » l'apparentant, sur le fond comme sur la forme, aux tribuns populistes qui traitent leurs sujets de manière critique, radicale et non conventionnelle.

Du reste, il ressort des publications et plus largement de la pensée de P. Fortuyn un invariant prégnant commun aux populistes, celui du rapport particulier au temps politique se révélant à la fois par leur traitement singulier de chacun des temps et leur tendance irrésistible à les confondre en un seul, le présent immédiat : long dans la politique démocratique classique, le temps devient court dans la dynamique populiste. D'une part, leur conception du temps et leur obsession de la parole les amènent en fait à rechronologiser par le discours une société plus imaginée que décrite sur un triple mode de vaticination (discours prophétique quant à l'avenir), de la lamentation (discours nostalgique quant au passé) et de l'exaltation (discours dynamique quant au présent). D'autre part, leur sacralisation de l'immédiat efficace et libérateur les conduit à poser pour référence universelle le présent qui, fondamentalement, est un présent historique, un présent de narration, un présent absolu. De ce point de vue, Pim Fortuyn ne se démarque pas des autres

²⁸ Il s'agit également du titre de son livre publié par Business Class en 2002.

leaders populistes conjuguant la société au présent simple par sa parole de refus du passé aboli, son désir d'immédiat, sa conception actualiste d'un futur forcément proche.

Le danger de l'islam archaïque pour la présente modernité.

De fait, P. Fortuyn a consacré une bonne partie de son temps de parole à la dénonciation de ce qui, dans le présent, appartiendrait au passé, devrait appartenir à un passé révolu hors de la modernité ou encore, n'appartenant pas à un passé légitime, mériterait l'opprobre. Cette disposition d'esprit explique notamment sa conception de l'islam comme religion-culture dangereusement tournée contre la modernité présente. Fort de ses descriptions volontiers obsidionales d'une société néerlandaise et même de toutes les sociétés modernes peu à peu piégées par l'islam, Pim Fortuyn est intervenu dans un contexte d'émergence d'un pilier musulman à côté des piliers catholique et protestants dans un Etat accueillant un grand nombre d'immigrés et de réfugiés issus essentiellement de pays à majorité musulmane. Son jugement se caractérisait par sa radicalité à l'encontre d'un supposé danger pour les Pays-Bas et par sa conclusion à une incompatibilité rédhibitoire entre la société moderne et l'islam. Simplificateur outrancier, P. Fortuyn a précocement abandonné le projet estimé complaisant de distinguer *des* islams. Puisque nuancer revient à complexifier une réalité espérée immédiatement intelligible, il n'accordait donc que très peu d'importance à l'islam libéral, réputé ultra-minoritaire, contenant les germes du fondamentalisme et rappelant même quotidiennement les variantes fondamentalistes de l'islam (3R, p. 132). De là, il concluait à la nature intrinsèquement mauvaise d'une religion encline par principe à l'oppression, au fanatisme et à la croyance en la puissance cruelle d'Allah. Le foulard islamique devenait ainsi pour lui « *en premier lieu une expression d'ultime et extrême répression de la femme par l'homme dans la culture de l'islam* » (P8jP, p. 88). Lors de son interview au *Volkskrant*, P. Fortuyn avait d'ailleurs publiquement défendu un point de vue fort radical, à l'origine de sérieux déboires avec les instances du LN, en déclarant ceci : « *Je ne hais pas l'islam. Je trouve qu'il s'agit d'une culture arriérée. J'ai beaucoup voyagé dans le monde. Et partout où l'islam est roi, c'est habituellement épouvantable. Toute cette ambiguïté. Cela a quelque chose de ces anciens Réformés. Les Réformés mentent tout le temps. Et pourquoi ça ? Parce qu'ils ont un système de normes et de valeurs tellement élevé qu'il n'est pas humainement possible de le maintenir. Vous trouvez ça aussi dans la culture musulmane* ».

Apparemment, P. Fortuyn était incapable de penser l'islam en dehors de l'urgence et du danger. Jouant sur les peurs les plus irrationnelles et confortant son public dans ses réflexes xénophobes, il se plaisait à prévenir qu'« *à travers le monde erre un spectre, le spectre de l'Islam (fondamentaliste)* » (P8jP, p. 153). Il prétendait même que « *depuis le déclin du nazisme allemand, le monde*

n'a plus connu d'idéologie aussi cruelle et impérialiste que celle de l'islam » (P8jP, p. 149) et concevait systématiquement l'islam comme une grave menace. La menace serait symbolique en ce que cette religion donnerait une très mauvaise image du monde occidental en laissant proclamer dans les mosquées que les Néerlandaises seraient des « *putes* » et que les homosexuels vaudraient moins que des porcs²⁹. L'islam serait également un danger potentiel en raison du manque de réaction face à la violence suscitée ou justifiée par les fondamentalistes et de la tentation chaotique qu'il représenterait. En effet, la classe inférieure, que distinguait le sociologue Fortuyn d'une classe supérieure orientée vers le monde et d'une large classe moyenne, rechercherait des solutions collectivistes ou fondamentalistes à défaut de pouvoir offrir des perspectives individuelles aux sous-diplômés et aux chômeurs ainsi aisément séduits par la voie radicale d'un islam propagandiste. Enfin, l'islam serait un danger fondamental pour la société néerlandaise parce qu'il saperait les bases mêmes de celle-ci en ébranlant son système de normes et valeurs fondamentales. Cette religion menacerait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, féconde dépouille du martyr de quatre siècles de luttes sanglantes (P8jP, p. 89), ainsi que la traditionnelle laïcité par une majorité de musulmans désireux d'établir aux Pays-Bas un Etat islamique. De plus, l'islam instaurerait une censure permanente, maintiendrait une économie clanique arriérée, ignorerait la démocratie parlementaire au profit de parlements-bidons, mépriserait les conventions internationales et, en définitive, contredirait dramatiquement l'issue historique que serait l'individualité en refusant de reconnaître l'individu comme tel, son autonomie et sa responsabilité, l'émancipation des femmes, le droit à l'homosexualité.

Selon P. Fortuyn, il existerait une incompatibilité insurmontable entre modernité et islam. Plutôt sensible à la thèse du choc inévitable des civilisations³⁰, il entendait même prouver que « *le combat entre la modernité et le fondamentalisme est un combat mondial* » (3R, p. 165). En assurant que « *le programme non déclaré est la domination par l'islam d'au moins toute l'Europe [et que] l'islam est de bien des points de vue une idéologie agricole parfaitement arriérée* » (3R, p. 131), P. Fortuyn suggérait par conséquent de rompre avec un mouvement qui, à terme, serait un retour à un passé. Pour cela, il invitait à une reconquête symbolique et à une réaffirmation de l'« ordre des choses ». Il estimait qu'une trop grande visibilité d'un islam omniprésent entraîne déjà de trop grandes innovations complaisantes en matière de législation au détriment d'un droit de préséance acquis par l'Histoire aux Néerlandais natifs et chrétiens. C'est pourquoi Pim Fortuyn s'avouait « *favorable à une guerre froide contre l'islam. Je vois l'islam comme une menace extraordinaire, comme une vie sociale qui nous est ennemie* »³¹. Il fallait donc se réapproprier le pays, même symboliquement, ce qui expliquerait

²⁹ Propos relatés dans *Elsevier*, 31/08/2001.

³⁰ S. Huntington, *Le Choc des Civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1999.

³¹ *Rotterdams Dagblad* (août 2001).

peut-être l'étonnante habitude qu'avait prise Fortuyn d'accompagner la formulation de vœux pour l'avenir de l'expression « *Deo volente* » qui semble s'opposer à celle d'« *in ch' Allah* ».

Haro sur les élites compassées et dépassées

Au regard d'une telle situation, les élites en place étaient les coupables tout désignés que P. Fortuyn n'a aucunement épargnés. Thème récurrent, l'anti-élitisme occupait du reste une place majeure dans le débat provoqué par l'universitaire reconverti. La défiance envers les détenteurs des pouvoirs politiques, administratifs et médiatiques, au cœur des différents mouvements populistes, s'exprimait chez lui surtout par la dénonciation du discrédit de la classe politique, les attaques railleuses *ad hominem*, la plainte portant sur le hold-up démocratique, la virulente critique d'un système politique aussi dépassé que ses élites.

En premier lieu, les Pays-Bas souffriraient en effet d'une grave inflation bureaucratique et administrative liée au double phénomène d'hypertrophie et de « polycéphalisme ». La bureaucratie serait trop développée, faiblement productive, hiérarchiquement incohérente et toujours plus avide de financement, ce qui provoquerait l'appauvrissement du pays³². De plus, il y aurait un surcroît d'experts, éléments périphériques du cœur bureaucratique, parasitant et paralysant le système par leurs conseils et leurs recommandations superflus, et un surnombre de contrôleurs en tous genres prétendant mieux savoir que tous³³. Etant donné que le personnel politique serait lui aussi trop important et trop peu efficient, P. Fortuyn proposait de réduire le nombre de ministres à 5 ou 6 afin d'éviter la multiplication des interlocuteurs de concertation et de permettre une diminution du nombre de décideurs et d'exécuteurs.

Tous ceux-là seraient plus ou moins volontairement soumis à l'élite politique et culturelle, « *des loups habillés en agneaux* » (3R, p. 161). C'était en particulier leurs supposées incompétences et irresponsabilités que P. Fortuyn reprochait aux hommes politiques. Conformément à une conception dichotomique de la société (mérite du peuple vertueux / immérite des classes dirigeantes incapables), la relativement bonne économie néerlandaise ne s'expliquerait pas par des décisions politiques pertinentes mais par le courage et l'ingéniosité du peuple travailleur : « *Regardez, on s'en tire évidemment pas mal avec l'économie, mais c'est surtout le mérite des employeurs et des salariés. La coalition violette est responsable du secteur public, de la police, de la santé, de l'enseignement. Huit ans de liste d'attente [pour les soins et autres services publics] et le premier responsable de cela, c'est le Premier ministre*

³² « *Je vous le prédis : la plus grande part de l'argent va aux salaires les élevés et à plus de de bureaucratie* ». Propos de P. Fortuyn cités dans *Haagsche Courant*, 10/06/2001.

³³ P. Fortuyn blâmait les « *experts qui bien naturellement ne donnent pas d'enseignement, mais qui pourtant croient bien mieux savoir que l'enseignant expérimenté, chevronné, diligemment assistés en cela par des bureaucrates de l'enseignement dans des institutions et sphères d'enseignement* » (*De derde revolutie !*, p. 98.)

des Pays-Bas »³⁴. D'ailleurs, les problèmes de la société néerlandaise seraient l'unique fait des hommes politiques qui refusent de prendre leurs responsabilités par rapport aux fautes commises, quitte à mentir, comme les en accuse P. Fortuyn à plusieurs reprises en parlant par exemple des « mensonges bien documentés » que seraient les rapports sur l'Éducation (3R, p. 59). Les hommes politiques, à défaut de servir, se contenteraient de *se servir*, si bien que « *le citoyen n'est pas servi, l'élève n'est pas servi et le patient n'est pas du tout servi* »³⁵. La classe politique se résumerait donc dans l'expression que P. Fortuyn utilisait depuis la fin des années 1990 pour qualifier les socialistes : des « politiques de subsidence ».

Cela étant, l'espiègle Pim Fortuyn ne s'est pas non plus montré très tendre envers les membres de la famille royale. S'enorgueillissant d'une originalité supplémentaire, il était résolument anti-monarchiste dans un pays où le consensus sur les questions royales est presque absolu. En mainte occasion, il s'était déclaré favorable à l'abolition pure et simple de la monarchie au profit d'un système républicain à la tête duquel serait placé un premier ministre assurant le rôle de chef de l'État. L'idée même d'une monarchie à l'époque de la modernité l'agaçait prodigieusement : « *Merveilleux pays que les Pays-Bas. Tu es un petit monsieur bourgeois*³⁶ et après quelque temps, il semble, ô miracle, que tu n'a pas engendré une fille mais une princesse. Ça fait un peu peur ! » (P8jP, p. 113). Irrévérencieux, il se permettait d'insulter le prince héritier en prétendant qu'il « *a le bagage culturel d'un pilote de Boeing moyen, et c'est une personne à la tête vide et au penchant démodé pour la puissance militaire* »³⁷. La monarchie lui semblait au moins doublement dépassée, sinon nuisible et parasitaire. D'une part, les membres de la famille royale paraissent refuser les règles du jeu commun (« *Sa Majesté ne permet pas qu'on lui pose une question. C'est elle qui pose les questions* »³⁸). D'autre part, ils s'autoriseraient à donner de spécieux conseils sans s'investir un tant soit peu dans la vie réelle : « *Cette madame [la reine Beatrix] dans ses palais merveilleusement beaux fournis par le gouvernement, avec son style de vie luxueux et sa dispense d'impôt, va nous entretenir de quelque chose comme la solidarité. Donne toi-même l'exemple, moi, je dirais* »³⁹.

En quelque sorte, P. Fortuyn condamnait ce qu'il considérait être l'extranéité des élites qui faisait de ses membres des horsains du « vrai peuple néerlandais ». D'ailleurs, ces élites seraient hors d'atteinte du peuple souverain au point qu'il serait impossible aux simples gens le constituant de s'exhausser jusqu'aux sommets. Qualifiée de « caste » grouillant de « mandarins » et de « régents », la classe politique néerlandaise fonctionnerait en circuit fermé avec auto-reproduction

³⁴ Chronique de P. Fortuyn intitulée « Het vertrek van Kok » et parue le 10/06/2001.

³⁵ Propos cités dans *Elsevier* daté du 31/08/2001.

³⁶ Laurens Jan, ministre de l'agriculture dans la deuxième coalition violette et père de la princesse Laurentien.

³⁷ Propos datés du 14/08/1996, tels qu'ils ont été transmis et diffusés sur le site www.groene.nl.

³⁸ P. Fortuyn, « De monarchie is dood », in *Elsevier*, 11/12/1999.

³⁹ Id., « Zuren over privacy », in *Elsevier*, 08/01/2000.

des élites : « nous vivons dans un petit pays et la méritocratie se renouvelle et se complète par cooptation, même dans les partis politiques, il est question d'une sphère d'inceste » (P8jP, p. 16). En outre, ces élites sembleraient se placer hors la loi à la faveur d'habiles moyens, si bien que « tous sont égaux devant la loi, seuls les hommes politiques et les hauts fonctionnaires et autres administrateurs (politiques) le sont un peu plus que nous, simples citoyens » (P8jP, p. 75). P. Fortuyn s'en faisait l'écho dans ses chroniques en commentant les diverses affaires politico-financières des élites intouchables.

Champion de la lutte pour une vraie justice, P. Fortuyn voulait en finir avec un système de sélection méritocratique des élites parmi les adhérents actifs et zélés des partis politiques. Son projet de « rendre le pays aux citoyens de ce pays » (P8jP, p. 151) où « l'élite politique et administrative néerlandaise se fout de la démocratie, se fout du citoyen » (P8jP, p. 11) était ainsi celui d'une émancipation des citoyens dans un Etat pris en défaut de démocratie. D'un côté, les représentants du peuple ne le représenteraient plus depuis que leur ferait défaut le sens démocratique ou, pour mieux dire, le sens du service. D'un autre côté, tout se jouerait dans les *achterkamertjes*, les arrières-pièces de la scène publique. Le défaut de représentativité serait donc aggravé par la nullité de cette représentativité car le travail politique ne s'accomplirait pas dans les chambres du parlement mais dans ces antichambres et couloirs ou encore depuis les appartements du ministre-président : « la démocratie parlementaire est dégradée au point d'être devenue une démocratie partisane et cette dernière expression est encore un euphémisme » (P8jP, p. 138). S'effectuant aux dépens de la vraie démocratie, la méritocratie doit se comprendre comme le système fondamentalement privatif qui ôte à chacun un pouvoir censé être également accordé à tous.

Au final, c'est bel et bien le *Poldermodel* néerlandais que P. Fortuyn remettait intégralement en cause : « cela montre sans détour à quelle sorte de situation incestueuse, fermée et inadmissible la politique de concertation et le *Poldermodel* peuvent mener » (P8jP, pp. 73-74). Si « les partis politiques ne sont pas la solution mais une partie du problème »⁴⁰, c'était selon lui à cause de la désuétude même du *verzuijing* (système pilierisé ou consociationisme⁴¹) devenu par trop rigide et asphyxiant. D'une part, P. Fortuyn critiquait l'économie de concertation (*overlegeconomie*), système hérité du *verzuijing*, « dans lequel on se parle aussi longtemps qu'il le faut pour qu'on soit plus ou moins d'accord et que les responsabilités s'évaporent » (P8jP, p. 17) et où, fonctionnant en groupes d'intérêts, les élites pilierisées et paternalistes bloqueraient dorénavant tout processus décisionnel. D'autre part, le *verzuijing* ayant fait son temps, la présente génération d'hommes politiques, incapables et égarés, serait malade de la tradition de l'économie de concertation dans laquelle elle se serait complu et enfoncée sans se rendre compte des profondes mutations affectant la société néerlandaise. En fait, le système politique et même social, dont le fonctionnement institutionnel daterait de l'époque du *verzuijing*,

⁴⁰ Propos tenus fin 1998 et cités dans *Groene Amsterdam*, 14/01/1999.

⁴¹ A. Lijphart, *Democracy in Plural Societies*, New Haven, Yale University Press, 1984.

ne conviendrait plus au citoyen émancipé mais au contraire l'opprimerait : « *Aux Pays-Bas, nous soupirons constamment sous le poids des institutions, du verzuiling, alors que les piliers n'existent plus guère et qu'ils se sont en partie dégonflés* » (P8jP, p. 133). Selon P. Fortuyn, il y aurait un net décalage entre la politique encore piliarisée et la société dépiliarisée : l'une appartiendrait désormais au passé et l'autre au présent.

Désir d'immédiat

A vrai dire, l'appréhension de la société par P. Fortuyn est une véritable valorisation du temps présent immédiatement saisissable. Commun chez la majorité des populistes, on trouve en effet dans son discours un net refus de l'intermédiaire (parasite) et de la temporisation, lequel refus traduit un désir d'immédiateté. L'immédiateté rêvée pourrait se définir comme la situation optimale d'absence d'éléments médiateurs *interrompant* le direct. L'impératif d'immédiat sous-tendant ce désir d'immédiateté renvoie à l'idée d'une nécessaire suppression libératrice des médias, qu'ils soient temporels (*intermède* ou délai), physiques (*interstice* ou absence de contact direct), institutionnels (*interlocuteur* ou représentation d'une réalité). En fait, si le temps populiste est court, c'est bien précisément parce qu'il s'inscrit idéalement dans l'immédiat⁴². Le populisme, exprimant le souhait d'immédiat, recèle un désir invincible d'immédiateté qui peut s'illustrer au moins de trois manières différentes.

Tout d'abord, l'immédiateté « physique » est signifiée par l'incarnation fréquente du peuple par le leader populiste, son représentant réputé le plus direct. En ce sens, le souci de convivialité, idée fort éloignée de la solidarité, doit se comprendre davantage comme une volonté de proximité, d'affranchissement des superflus médiateurs, que comme un réel souhait de rassemblement festif organisé dans la simplicité. De même, l'attachement à la transparence, notion parente de l'immédiateté physique, impose une nudité du politique vécue par P. Fortuyn dans une sorte d'exhibitionnisme et d'impudeur, ainsi que l'atteste sa propension aux digressions autobiographiques et aux détails scabreux sur son intimité ou celle de ses parents agonisants (P8jP, passim). La transparence exigerait même une publicisation des vies politiques, c'est-à-dire la possibilité d'une réappropriation par le peuple de ce qui le symbolise, biens comme personnes. C'est pourquoi P. Fortuyn osait bafouer la reine Beatrix offusquée par le manque de respect de sa vie privée⁴³, car « *la vie privée, des clous ! c'est en fin de compte le bien de nous tous* » (P8jP, p. 143). Du

⁴² O. Ihl et al., *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003, p. 18.

⁴³ Id., « Zuren over privacy », in *Elsevier*, 08/01/2000.

reste, la médiatisation glorifiant le vécu est au cœur même du « présent autarcique »⁴⁴, ce règne de l'immédiat sans perspective.

Ensuite, l'immédiateté « politique » est celle de l'idéal populiste d'un gouvernement du peuple par le peuple (sans représentant, c'est-à-dire sans intermédiaire). La volonté populiste serait celle de la transformation du gouvernement de sorte qu'il procède du peuple seul et non plus de sa représentation. Cela correspond chez P. Fortuyn à son projet de « débureaucratisation » et de « désadministration » entraînée par la dépilarisation (*ontzquiling*) des appareils politiques et administratifs au profit d'une « vraie » démocratie non méritocratique. Le processus de décision publique deviendrait alors immédiatement palpable, sans interruption ni médiation institutionnelle et informelle, un terme serait mis à la confiscation de la parole du peuple souverain. A tout le moins, chaque électeur contrôlerait mieux le pouvoir si, selon l'ambition de P. Fortuyn (3R, p. 91 et sqq.), il pourrait élire le ministre-président, le commissaire à la Reine, les bourgmestres, les commissaires de police, les commandants des pompiers ou les présidents des Chambres de commerce. La parole serait par conséquent rendue plus directe et la capacité de tous à décider serait plus immédiatement évaluable. Or selon P. Fortuyn, le peuple doit s'exprimer-agir car il ne se trompe jamais mais fait toujours le bon choix, pour peu que ce choix soit spontané et non pas entravé. La preuve en serait que « *les citoyens en novembre 1989 démolirent de leurs propres mains le mur qui séparait Berlin-Ouest de Berlin-Est contre le souhait des dirigeants politiques de part et d'autre du mur (...)* » (3R, p. 124).

Enfin, l'immédiateté « exécutive » se perçoit avec l'importance accordée aux paroles performatives en vue de la résolution immédiate des problèmes : l'énonciation des problèmes, dopée par l'évocation allusive de solutions simplistes, est presque censée suffire à leur résolution. Les trois temps deviennent, dans le discours et l'idéal populistes, les déclinaisons d'un même temps présent, d'un immédiat de vie.

A bien y regarder, le désir d'immédiateté s'exprime aussi essentiellement selon un mode identique bien qu'il soit double en apparence : il s'agit à la fois de la désignation d'obstacles et de la dénonciation de scandales. L'œuvre de René Girard nous permet du reste de mieux saisir l'identité originelle commune de l'obstacle et du scandale⁴⁵. Elites pilarisées, lois liberticides ou eurocratie étaient d'autant plus scandaleuses selon P. Fortuyn qu'elles représenteraient des obstacles pour le peuple dans son gouvernement par lui-même, sa dynamique d'entreprise, sa souveraineté. Autre exemple, les « *listes d'attente* » (P8jP, p. 42 et sqq.) pour les soins, souvent dénoncées, étaient considérées comme un « *grossier scandale* » puisque l'attente fait obstacle au

⁴⁴ Z. Laïdi, *Le sacre du présent*, Paris, Flammarion, 2000.

⁴⁵ Notamment *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Paris, Grasset, 1999 ; *Celui par qui le scandale arrive*, Paris, DDB, 2001 ; *La voie méconnue du réel*, Paris, Grasset, 2002

traitement immédiat (jugé urgent). L'obstacle dénoncé sur le registre de la scandalisation, rhétorique propre aux populistes, serait en fait double puisque le système en place nuirait *et* à l'exercice des libertés individuelles *et* à l'expression des désirs du peuple souverain. Par surcroît, la délibération, le débat, la maturation caractéristiques de l'économie de concertation devraient être considérées comme la perversion d'une immédiateté réputée porteuse d'aspiration : il y aurait une vérité dans l'instant immédiat. Fréquente chez les populistes, l'opposition entre les institutions et le peuple souverain a même instigué Pim Fortuyn à évoquer l'idée de plébiscite spontané qui validerait sa conception de l'immédiateté-vérité depuis le peuple : « *Je peux bien ne pas devenir premier ministre, je le suis déjà pourtant. C'est ainsi que me voient de très nombreuses personnes* »⁴⁶. En définitive, Pim Fortuyn entendait mener une lutte contre les obstacles scandaleux du présent immédiat.

Le rêve d'une société contractuelle modernisée

Pour ce qui était du futur de la société néerlandaise, ce temps devait être nécessairement proche et se concevait comme un présent accessible et actualisable par une politique volontariste et courageuse procédant du contrat. Offrant la seule solution envisageable aux problèmes d'insécurité, cette politique prendrait notamment la forme d'un constant rappel à l'ordre. Seulement, à la différence d'autres populistes s'étant emparés de ce thème, P. Fortuyn prônait un ordre « amoral » garantissant davantage un espace délivré qu'un espace ordonné. L'ordre s'entendait comme situation où les libertés individuelles ne seraient pas contrariées (par exemple par le banditisme) plutôt que comme situation où les actions de chacun répondraient à des critères extérieurs à soi (par exemple ceux de la morale réactionnaire). La volonté d'ordre s'accompagnait de promesses audacieuses et à peine tenables d'une plus grande rigueur dans la gestion de l'espace communautaire, promesses dont les fruits auraient pu être récoltés dès l'application de cette rigueur. Lorsqu'il évoquait l'urgence du rétablissement d'un ordre minimal de vie collective, P. Fortuyn se perdait en de longues diatribes sarcastiques et outrées contre le système judiciaire sans plus d'indépendance, les services de police sans plus de force, l'organisation des soins et de la santé inopérante, le régime des assurances incertain. S'il s'en prenait aux responsables des divers dysfonctionnements aussi gravement réprochés, il s'était toutefois toujours refusé à entamer des lamentations sur la perte du monde ancien. Il avait pour objectif de rétablir l'ordre sans aucun retour à l'ancien ordre établi, aussi périmé que le *poldermodel*.

Selon le sociologue P. Fortuyn, la société néerlandaise aurait de toute façon atteint la maturité de la modernité en raison de l'importance ou de la primauté de l'individu : avec le

⁴⁶ Propos cité dans *Elsevier*, 31/08/2001.

déplacement du centre de gravité des configurations sociales vers l'individu serait apparue une nouvelle sorte d'homme à la fois plus individuel et plus consommateur. Corrélativement, il faudrait prendre à présent les citoyens comme des individus selon une approche économiciste libérale et, à l'instar de P. Fortuyn, ne voir aucune contradiction dans la conception même du citoyen actuel « *civilisé, socialement sensible et calculateur* » (VN, passim). Echappant progressivement au pouvoir patriarcal et déresponsabilisant, le citoyen se serait détaché des liens peu à peu oppressants du *verzuijing*, système datant d'une époque révolue, et y gagnerait en démocratie car « *la démocratie est finalement quelque chose pour les citoyens émancipés et rien pour les gens apeurés* » (3R, p. 95).

Cependant, P. Fortuyn n'était pas dupe des conséquences fâcheuses de la montée de l'individualisme de l'ère moderne telles que la destruction du sentiment national, des cultures locales et des identités, le renforcement d'un égoïsme exclusif, le pernicieux relativisme culturel, soit autant de menaces pour la survie de la société appréhendée comme un espace du vivre-ensemble sans heurts. Il lui semblait urgent de veiller au maintien d'un lien communautaire à la fois non entravant et garant de la perpétuation d'une société vivable. Ce lien entre citoyen et Etat-Nation serait notamment établi par la transmission de la grammaire sociale de base de la société néerlandaise moderne, à savoir « *les normes et les valeurs d'une société (...), résultantes d'un vif processus durablement en mouvement, mais également d'un processus dont il faut être conscient et qui mérite d'être continuellement discuté et entretenu* » (3R, p. 137). P. Fortuyn croyait en effet conciliable la transmission somme toute coercitive des prérequis à la vie sociale et le développement d'une sorte de société de choix libre, société où « *on devra être d'accord sur les normes et valeurs fondamentales. On devra enseigner ce système et par-dessus tout le perpétuer, le défendre et constamment le remettre au point en l'adaptant aux circonstances qui auront changé* » (3R, p. 137). Le critère décisif de la sauvegarde du bien-être de tous, à défaut du bien commun, résiderait non plus dans l'obéissance reproductrice mais dans la volonté constructrice. Aussi serait-il nécessaire de fonder une véritable « obligation voulue » à un savoir-vivre-ensemble minimal commun reposant sur « *un système collectif poli de normes et de valeurs sans lequel la vie en commun n'est pas possible sur la durée* » (BT, p. 74).

Ce système reposerait en premier lieu sur un enseignement globalement révisé grâce auquel on n'apprendrait pas seulement un *savoir* mais aussi un *savoir-vivre* dans le respect des libertés de chacun. Avec des organes éducatifs débureaucratisés, désadministrés et déconcentrés, on joindrait la proximité à l'immédiat selon le modèle d'une école à petite échelle de tout au plus 600 à 700 usagers (élèves, enseignants et personnel divers compris). Ensuite, ce système serait relayé par un service militaire ou civil obligatoire dont l'objectif serait d'« *apprendre à être en bons termes avec des personnes de sexe, de caractère, d'origine sociale et ethnique différents* » afin de « *donner du contenu à la néerlandité et [d'] affermir la formation de la nation* » (P8jP, p. 176). Expérience édifiante de

la signification de la vie en communauté, cette formation extraordinaire forcerait tous les jeunes gens, hommes et femmes, citoyens d'environ 18 ans, trop enclins à l'égoïsme et à l'égoïsme, à cohabiter avec autrui, à la découverte de la différence. Gratifiés d'un pécule pour leurs frais divers, les bidasses nouvelle génération vivraient donc un temps dans des *jengdbotels* (hôtels de jeunesse) à bâtir, par unités mixtes de 14 personnes comprenant chambres et cuisine. Dotés de moyens spéciaux, ces structures permettraient un encadrement particulier des jeunes en proie à des difficultés jusqu'alors insurmontables avec l'économie, la société et la culture néerlandaises. Enfin, dans son combat contre le multiculturalisme et le relativisme culturel, P. Fortuyn songeait également à l'obligation de mélange social autochtones-allochtones comme voie d'intégration pour les immigrés et leurs descendants non expulsables. A ce sujet, il n'excluait d'ailleurs pas le recours à des moyens coercitifs (par exemple, *P8jP*, p. 167), à défaut de la bonne volonté de chacun, et, en guise de lutte radicale contre la ghettoïsation culturelle (perçue comme communautarisation parasitaire), il envisageait sérieusement de contraindre certaines familles à déménager de leur lieu de résidence afin d'éviter le développement de monocultures (allochtones).

Du reste, la question de l'identité néerlandaise est apparue assez tardivement dans l'œuvre de P. Fortuyn (après 1992). Assez curieusement, on ne trouve jamais dans ses publications de véritable chant patriotique en l'honneur du pays batave ni quoi que ce fût qui aurait procédé de l'exaltation du territoire et des coutumes, ce qui le distingue d'autres populistes contemporains. Pour un défenseur de l'identité néerlandaise, P. Fortuyn se faisait plutôt discret sur ce que cette identité impliquait et signifiait : « *l'identité nationale, c'est avant tout et surtout savoir qui tu es, pas seulement en tant que personne mais aussi en tant que peuple cohabitant dans une relation sociale déterminée sur un territoire délimité* » (*VN*, p. 174). Concrètement, il ne citait pas les éventuels éléments constitutifs de cette identité dont la définition demeurerait finalement très floue. Ce qui aurait pu être vecteur d'identité, comme les traditions et les cultures locales, semblait d'autant moins l'intéresser que ces supports identitaires seraient peu à peu abandonnés par les premiers concernés au profit de nouvelles formes de sociabilité plus adaptées à la « modernité ». Les seules références fréquentes au passé pour la société future se construisant aujourd'hui étaient celles qu'offrait l'Histoire. Pim Fortuyn attachait ainsi une grande importance à l'enseignement de l'histoire du pays, ou tout au moins feignait-il cet attachement, car un tel enseignement pourrait maintenir une fiction de lot commun pour les citoyens au moyen d'un corpus d'exemples référentiels moteurs d'action non pas collective mais individuelle protégeant le collectif d'individus.

La défense de l'identité néerlandaise se jouait à trois niveaux. A l'intérieur du pays, il s'agissait de se préserver de l'influence jugée néfaste d'une immigration rétive à l'assimilation et

encline au communautarisme, en priorité de se protéger contre l'islam pour les raisons évoquées plus haut. A un niveau supranational, P. Fortuyn militait pour la défense d'une Europe respectueuse des identités des peuples souverains la composant. Partisan d'une substitution du parlement européen par un sénat de représentants issus des parlements nationaux et favorable à une véritable confédération d'Etat, il soupçonnait en effet les euro-élites d'hypothéquer la démocratie européenne en rendant l'Europe totalement incontrôlable par le peuple au moyen d'une méritocratie éclairée (3R, p. 42). Afin d'avoir une Europe forte, consciente d'elle-même, missionnaire presque, il fallait donc selon lui soigner tout particulièrement l'identité nationale néerlandaise : « *Je suis un partisan loyal de l'Union européenne, mais avec le maintien de notre propre identité et où c'est possible avec le maintien de notre souveraineté. Néerlandais, Européen et citoyen du Monde et bel et bien dans cet ordre* » (P8jP, p. 181). A un niveau international, P. Fortuyn croyait en la mission des Pays-Bas, « *balise de lumière et de civilisation dans un monde d'oppression et de cruauté* » (P8jP, pp. 11-12), mais en souhaitait un engagement mesuré selon un triple objectif : respect de la souveraineté de l'Etat, soutien aux pays en difficulté à la hauteur des moyens et enjeux des Pays-Bas, contribution au respect d'un ordre mondial (celui, notamment, des tribunaux internationaux). En fait, il signifiait par-là que les Pays-Bas ne devaient pas détourner une partie de leur patrimoine et de leurs énergies pour des parties du monde ne touchant pas directement les intérêts de la nation. Quant à l'ordre mondial, il s'agissait d'œuvrer de telle sorte que les Pays-Bas ne fassent plus autant les frais des « désordres mondiaux » (flux de réfugiés, terrorisme, islamisation, etc.).

Partant de ces constats et de ses objectifs, P. Fortuyn repensait les institutions des Pays-Bas. Dans un avenir proche, il faudrait ainsi, sans tomber dans la morale et les sermons, que les autorités s'occupent « *de la formulation, du maintien et de l'adaptation des normes et valeurs de base dans le domaine public et (...) aussi entame[nt] le débat à ce sujet et règle[nt] le processus décisionnel démocratique* » (3R, p. 88). Au sommet des autorités (P8jP, pp. 140-144) se trouverait le gouvernement fonctionnant telle une administration collégiale du Conseil des Ministres avec un ministre-président *primus inter pares* et moins d'une demi-douzaine de ministres. Chacun des ministères se présenterait comme un conglomerat de directions de départements. Paradoxalement, P. Fortuyn plaidait pour un regroupement des provinces et pour une décentralisation. Il souhaitait que soient conférés plus de pouvoirs aux communes et que les communes jouent le jeu de la proximité. Il vantait la valeur des petites communes et recommandait de ne pas passer de 567 à 250 communes, comme il avait été prévu par les précédents gouvernements, mais à 1000 voire 1500 communes (P8jP, p. 123). Cela permettrait l'offre de services de proximité (hôpitaux, hospice, écoles, etc.), soit donc la réponse immédiate aux pressants besoins présents.

Pim Fortuyn a usé de son savoir-faire de sociologue critique et de l'originalité fougueuse de son personnage « à part » (*zonderling*) pour se distinguer radicalement de tous ses adversaires politiques. Jouant sur l'ambiguïté de l'expert affranchi, il a servi de manière peu conventionnelle un discours à la fois dénonciateur et annonciateur qui le rattache à la famille des populistes. Comme eux⁴⁷, il vilipendait fondamentalement les acteurs aux pratiques rationalisées, technicisées, bureaucratisées, euphémisées de la gestion de la société, tous coupables de la trahison du rêve politique en ayant troqué l'utopie de la faisabilité contre le pragmatisme de la direction et de la tenabilité. Les politiques n'auraient plus de projets d'avenir, plus de rêves à réaliser ou à proposer de réaliser ensemble. P. Fortuyn en venait presque à regretter la disparition des idéologies en ce qu'elles étaient tout de même des visions du monde et de la société, des promesses de vie rêvée (par exemple, *TIC*, p. 34). Cependant, il ne concevait pas lui-même le futur de la société néerlandaise mais le rêvait chichement, sans grandiloquence patriotique, sacrifiant à peine aux mythes modernes comme celui d'un Internet-panacée (*3R*, passim).

Son désir de neuf pour la future société néerlandaise ne se formulait finalement que par une volonté de modernisation de la vieille pensée libérale. Sa vision de l'avenir était celle d'une société contractuelle très flexible aux antipodes de la société piliarisée. Tout, droits comme devoirs, s'y résumerait à la prise de risques et d'initiatives par des « citoyens-consommateurs » que lierait entre eux un partage obligatoire d'un savoir-vivre-ensemble minimal. Son objectif était par conséquent de permettre la confusion du citoyen et du consommateur idéal-typiques de sorte que le domaine public et collectif fonctionne comme le marché et que tous s'en trouvent heureux. En croyant au nécessaire affranchissement des classes et des piliers par une société de contrat peuplée de citoyens-consommateurs, P. Fortuyn cédait en fait à une « utopie petit-bourgeoise »⁴⁸. Admettant la pertinence du système du *verzuijing* de l'après-guerre mais signalant la survenue d'une profonde évolution sociétale depuis, P. Fortuyn assurait que le *poldermodel* avait fait son temps et qu'une seule alternative était envisageable, la sienne en l'occurrence.

En outre, il avait résolument adopté une attitude politique du dédain : dédain de la prudence politique, dédain de la rigidité politique couplé avec un désir de rigueur de gestion politique, dédain de la gestion du temps (la temporisation, symptomatique d'une procrastination

⁴⁷ Selon G. Hermet, « le ressort central [du populisme] est l'exploitation systématique du rêve. C'est lui qui fait que le populisme constitue un procédé antipolitique en ce sens qu'il récuse par ignorance ou malhonnêteté la nature même de la politique » (*op. cit.*, pp. 50-51).

⁴⁸ Erik van Ree, « Voor volk en vaderland », in *De groene Amsterdammer*, 126 : 9, 02/03/2002, pp. 26-29.

inavouable, serait l'aveu même de la malhonnêteté, de la lâcheté, de l'incompétence), dédain pour les auteurs de dédain (dirigé contre la clique de potentat censée sacrifier le peuple innocent), dédain des formes classiques de la politique (refus de l'emploi d'une langue « polie », de gestes convenus, du « politiquement correct »). De plus, il ne se contentait pas de canaliser un ras-le-bol collectif mais s'efforçait aussi de projeter symboliquement son public dans un univers d'immédiateté en tablant sur les fantasmes liés à la modernité. Il excitait par conséquent son public, lectorat, électorat à se conforter dans une attitude propre à « l'homme du ressentiment », ainsi que l'avait décrit Max Scheler⁴⁹, s'adonnant à la rumination de maux réels ou imaginaires, à la récrimination permanente, à l'esprit vindicatif, au surinvestissement narcissique, au besoin de victimes émissaires⁵⁰. Or le populisme fonctionne très ordinairement par une génération et/ou une exploitation du ressentiment⁵¹. Quoique ses expressions varient sensiblement d'une époque à l'autre, d'un lieu à l'autre, les structures fondamentales du ressentiment demeurent toujours semblables. La surprise électorale qu'a causée Pim Fortuyn attire certes l'attention des observateurs en raison du succès incontestable d'une figure improbable, excentrique et peu commune dans le champ politique ; mais c'est peut-être la persistance d'un haut niveau de ressentiment dans une société post-industrielle d'abondance, habilement exploité par cet éphémère *zonderling* populiste, qui devrait peut-être être interrogée en premier lieu.

⁴⁹ M. Scheler, *L'Homme du ressentiment*, Paris, Gallimard, 1958.

⁵⁰ Cf. A. Bihr, *L'actualité d'un archaïsme*, Lausanne, Pages Deux, 1998, pp. 174-175.

⁵¹ M. Angenot, *Les idéologies du ressentiment*, Montréal, XYZ éditeur, 1996.